

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3448

[2007/202501]

**5 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la production et à la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 2, modifié par les lois des 21 décembre 1998 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1995 concernant la commercialisation des plantes fruitières destinées à la production de fruits, des plantes ornementales, des plants de légumes, et des matériels de multiplication de ces plantes à l'exception des semences de légumes, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1999 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005;

Vu la Directive 92/33/CEE du Conseil du 28 avril 1992, concernant la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences, modifiée notamment par la Directive 2006/124/CE de la Commission du 5 décembre 2006;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 7 juin 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'état, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de transposer sans retard la Directive 2006/124/CE de la Commission du 5 décembre 2006 modifiant la Directive 92/33/CEE du Conseil concernant la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences ainsi que la Directive 2002/55/CE du Conseil concernant la commercialisation des semences de légumes, dont le délai de transposition est fixé au 30 juin 2007 ;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2006/124/CE de la Commission du 5 décembre 2006 modifiant la Directive 92/33/CEE du Conseil concernant la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences ainsi que la Directive 2002/55/CE du Conseil concernant la commercialisation des semences de légumes.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° matériels de multiplication : les parties de plantes et tout matériel de plantes, y compris les porte-greffes, destinés à la multiplication et à la production de légumes;

2° plants : les plantes entières et les parties de plantes, comprenant, dans le cas de plantes greffées, le greffon, destinées à être plantées en vue de la production de légumes;

3° fournisseur : toute personne physique ou morale qui exerce professionnellement au moins l'une des activités suivantes ayant trait aux matériels de multiplication ou aux plants de légumes : reproduction, production, protection, traitement et commercialisation;

4° commercialisation : maintien à disposition ou en stock, exposition ou offre à la vente, vente et/ou livraison à une autre personne, sous quelque forme que ce soit, de matériels de multiplication ou de plants de légumes;

5° lot : un certain nombre d'éléments d'un produit unique, identifiable par l'homogénéité de sa composition et de son origine;

6° laboratoire : une entité de droit public ou privé effectuant des analyses et établissant un diagnostic correct permettant au fournisseur de contrôler la qualité de la production;

7° pays tiers : pays non membre de l'Union européenne;

8° catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces de légumes établi en vertu des articles 16 et 17 de la Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes;

9° catalogues nationaux : les catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes établis par l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

10° Service : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

11° inspection officielle : l'inspection effectuée par le Service;

12° mesures officielles : les mesures prises par le Service.

**Art. 3.** Le présent arrêté concerne la production en vue de la commercialisation et la commercialisation à l'intérieur de l'Union européenne des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences. Le présent arrêté s'applique aux genres et espèces énumérés en annexe, ainsi qu'à leurs hybrides. Il s'applique également aux porte-greffes et autres parties de plantes d'autres genres ou espèces, ou à leurs hybrides, si des matériels des genres et espèces énumérés en annexe, ou leurs hybrides, sont ou doivent être greffés sur eux. Le Ministre de l'Agriculture, ci-après dénommé le Ministre, peut modifier la liste des genres et espèces figurant en annexe, conformément aux décisions de l'Union européenne.

**Art. 4.** Le présent arrêté ne s'applique pas aux plants et aux matériels de multiplication dont il est prouvé qu'ils sont destinés à l'exportation vers un pays tiers, s'ils sont correctement identifiés comme tels et suffisamment isolés. Les mesures d'application, notamment celles concernant l'identification et l'isolement, sont fixées par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

**Art. 5.** Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire, et notamment des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

#### CHAPITRE II. — *La commercialisation*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les matériels de multiplication et les plants de légumes qui appartiennent aux genres ou espèces énumérés en annexe et qui sont également couverts par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle ne sont commercialisés dans la Communauté que s'ils appartiennent à une variété admise au catalogue commun ou aux catalogues nationaux.

§ 2. Les matériels de multiplication et les plants de légumes qui appartiennent aux genres ou espèces énumérés en annexe et qui ne sont pas couverts par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité ne sont commercialisés dans l'Union européenne que s'ils appartiennent à une variété admise officiellement dans au moins un État membre.

En ce qui concerne les conditions, procédures et formalités relatives à l'admission, l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes est d'application. Les résultats d'examens non officiels et les renseignements pratiques recueillis au cours de la culture peuvent être pris en considération dans tous les cas. Les variétés officiellement admises sont inscrites au catalogue commun.

**Art. 7.** Pour chaque genre et espèce visé à l'annexe du présent arrêté, le Ministre établit, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne, une fiche qui comporte une référence aux conditions phytosanitaires fixées par l'arrêté royal du 10 août 2005 précité, et qui indique :

1° les conditions auxquelles doivent satisfaire les plants de légumes, en particulier celles relatives à la qualité et à la pureté des récoltes et, le cas échéant, aux caractéristiques variétales;

2° les conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels de multiplication, en particulier celles relatives au procédé de multiplication appliqué, à la pureté des cultures sur pied et, le cas échéant, aux caractéristiques variétales.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les fournisseurs prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des normes fixées par le présent arrêté à tous les stades de la production et de la commercialisation des matériels de multiplication et des plants de légumes.

§ 2. Aux fins du § 1<sup>er</sup>, les fournisseurs effectuent eux-mêmes, ou font effectuer par un fournisseur agréé des contrôles reposant sur les principes suivants :

1° identification des points critiques de leur processus de production sur la base des méthodes de production utilisées;

2° élaboration et mise en œuvre de méthodes de surveillance et de contrôle des points critiques visés au 1°;

3° prélèvement d'échantillons à analyser dans un laboratoire agréé par le Service, destinés à vérifier le respect des normes fixées par le présent arrêté;

4° enregistrement par écrit, ou par un autre moyen de conservation durable, des données visées aux points 1°, 2° et 3°, et tenue d'un registre de la production et de la commercialisation des plants et matériel de reproduction. Ce registre est tenu à la disposition du Service. Ces documents et registres devront être conservés pendant une période d'au moins un an.

Toutefois, les fournisseurs dont l'activité dans ce domaine se limite à la simple distribution de matériels de multiplication de plants de légumes produits et emballés en dehors de leur établissement sont seulement tenus de tenir un registre ou de garder des traces durables des opérations d'achat et de vente et/ou de livraison de tels produits.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux fournisseurs dont l'activité dans ce domaine se limite à la livraison de petites quantités de matériels de multiplication et de plants de légumes aux consommateurs finals non professionnels.

§ 3. Si les résultats de leurs propres contrôles ou les informations dont disposent les fournisseurs visés au § 1<sup>er</sup> révèlent la présence, dans une quantité supérieure à celle normalement escomptée pour satisfaire aux normes, des organismes spécifiés sur les fiches établies conformément à l'article 7, ces fournisseurs prennent les mesures nécessaires pour réduire le risque d'une dissémination des organismes nuisibles en question. Les fournisseurs tiennent un registre de toutes les apparitions d'organismes nuisibles dans leurs locaux et de toutes les mesures prises à ce sujet. Ce registre est tenu à la disposition du Service et conservé pendant une période d'au moins un an.

§ 4. Les modalités d'application du § 2, alinéa 2, sont, si besoin est, arrêtées par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

**Art. 9.** Les matériels de multiplication et les plants de légumes ne peuvent être commercialisés que par des fournisseurs agréés et à condition de satisfaire aux exigences formulées sur la fiche visée à l'article 7. Cette disposition ne s'applique pas :

1° aux matériels de multiplication et aux plants de légumes destinés à des essais, à des fins scientifiques ou à des travaux de sélection, selon les modalités d'application arrêtées, si nécessaire, par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne;

2° aux mesures visant la conservation de la diversité génétique, pour autant que les modalités d'application dans ce domaine aient été arrêtées par l'Union européenne.

**Art. 10.** Durant la végétation, ainsi que lors de l'arrachage ou du prélèvement des greffons sur le matériel parental, les matériels de multiplication et les plants de légumes sont maintenus en lots séparés. Si des matériels de multiplication ou des plants de légumes d'origines différentes sont assemblés ou mélangés lors de l'emballage, du stockage, du transport ou de la livraison, le fournisseur consigne sur un registre la composition du lot et l'origine de ses différents composants. Le respect de ces prescriptions fait l'objet d'inspections officielles par sondage.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 10, les matériels de multiplication et les plants de légumes ne sont commercialisés qu'en lots suffisamment homogènes et s'ils répondent aux prescriptions du présent arrêté. Ils sont accompagnés d'un document émis par le fournisseur conformément aux conditions indiquées sur la fiche visée à l'article 7. Si une constatation officielle figure sur ce document, elle devra être clairement distincte de tous les autres éléments contenus dans ce document.

Des prescriptions relatives aux opérations d'étiquetage, de marquage ou d'emballage des matériels de multiplication ou des plants de légumes sont, le cas échéant, indiquées sur la fiche visée à l'article 7.

§ 2. En cas de fourniture par le détaillant, à un consommateur final non professionnel, de matériels de multiplication ou de plants de légumes, les prescriptions en matière d'étiquetage peuvent être réduites à une information appropriée sur le produit.

**Art. 12.** Les petits producteurs dont la totalité de la production et de la vente de matériels de multiplication et de plants de légumes est destinée, pour un usage final, à des personnes sur le marché local qui ne sont pas engagées professionnellement dans la production de végétaux sont dispensés des obligations prescrites par l'article 11.

### CHAPITRE III. — *Le contrôle*

**Art. 13.** Le Service accorde l'agrément aux fournisseurs après avoir constaté que leurs méthodes de production et leurs établissements répondent aux prescriptions du présent arrêté en ce qui concerne la nature des activités qu'ils exercent. Le Service accorde l'agrément aux laboratoires après avoir constaté que ces laboratoires, leurs méthodes, leurs établissements et leur personnel répondent aux prescriptions du présent arrêté. Ces prescriptions sont précisées par le Ministre compte tenu des activités de contrôle exercées par ces laboratoires et conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne. Si un laboratoire décide d'exercer des activités autres que celles pour lesquelles il a été agréé, l'agrément doit être renouvelé.

La surveillance et le contrôle des fournisseurs, des établissements et des laboratoires sont effectués régulièrement par le Service, ou sous sa responsabilité. Le Service doit, à tout moment, avoir librement accès à tous les locaux des établissements pour assurer le respect des prescriptions du présent arrêté. Les modalités d'application relatives à la surveillance et au contrôle sont arrêtées, si nécessaire, par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne. Si les prescriptions ne sont plus respectées, le Service prend les mesures nécessaires et peut retirer, éventuellement temporairement, en tout ou en partie, l'agrément. A cette fin, il tient particulièrement compte des conclusions de tout contrôle éventuellement effectué par les experts de la Commission européenne.

**Art. 14.** Les matériels de multiplication et les plants de légumes font l'objet, au cours de leur production et de leur commercialisation, d'une inspection officielle par sondage destinée à établir que les prescriptions et les conditions énoncées dans le présent arrêté ont été respectées. Les modalités d'application relatives à l'inspection officielle, y compris les méthodes d'échantillonnage, sont, si besoin est, arrêtées par le Ministre, conformément aux mesures prises par l'Union européenne. Les petits producteurs dont la totalité de la production et de la vente de matériels de multiplication et de plants de légumes est destinée, pour un usage final, à des personnes sur le marché local qui ne sont pas engagées professionnellement dans la production de végétaux sont dispensés de l'application des contrôles prévus à l'article 8, et de l'inspection officielle prévue au présent article et à l'article 10.

**Art. 15.** Le Service effectue des essais ou des analyses sur des échantillons afin de vérifier que les plants de légumes et les matériels de multiplication des légumes satisfont aux exigences et conditions fixées par le présent arrêté.

**Art. 16.** S'il est constaté, lors de la surveillance et du contrôle prévus à l'article 13, de l'inspection officielle prévue à l'article 14, ou des essais ou analyses prévus à l'article 15, que les matériels de multiplication ou les plants de légumes commercialisés ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, le Service prend toute mesure appropriée pour que la conformité à ces prescriptions soit assurée ou, si cela n'est pas possible, pour que la commercialisation de ces produits soit interdite dans l'Union européenne.

S'il est constaté que les matériels de multiplication et les plants de légumes commercialisés par un fournisseur donné ne sont pas conformes aux prescriptions et aux conditions énoncées dans le présent arrêté, le Service veille à ce que des mesures appropriées soient prises à l'encontre de ce fournisseur. S'il est interdit à ce fournisseur de commercialiser ces matériels, le Service en informe la Commission et les organismes des Etats membres qui sont compétents au niveau national. Ces mesures sont levées dès qu'il est établi avec une certitude suffisante que les matériels précités seront, à l'avenir, conformes aux prescriptions et conditions énoncées dans le présent arrêté.

S'il est constaté, lors d'une inspection officielle, que des matériels de multiplication et des plantes ne peuvent être commercialisés parce qu'ils ne remplissent pas une condition phytosanitaire, le Service prend les mesures officielles appropriées pour éliminer tout risque phytosanitaire qui pourrait en résulter.

**Art. 17.** En cas de difficultés passagères d'approvisionnement en matériels de multiplication ou en plants de légumes satisfaisant aux exigences du présent arrêté, le Ministre peut, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne, prescrire des mesures visant à soumettre la commercialisation de ces produits à des exigences moins strictes.

**Art. 18.** La commercialisation des matériels de multiplication et des plants de légumes dont la variété est inscrite au catalogue commun ou aux catalogues nationaux n'est soumise à aucune restriction quant à la variété, autre que celles prévues par le présent arrêté. La commercialisation des produits repris à l'annexe au présent arrêté, n'est pas soumise à des conditions ou restrictions plus strictes que celles indiquées sur les fiches visées à l'article 7.

**Art. 19.** Tant qu'aucune décision n'a été prise au niveau de l'Union européenne, le Ministre décide si des matériels produits dans un pays tiers et présentant les mêmes garanties en ce qui concerne les obligations du fournisseur, l'identité, les caractères, les aspects phytosanitaires, le milieu de culture, l'emballage, les modalités d'inspection, le marquage et la fermeture sont équivalents, sur tous ces points, aux matériels produits dans l'Union européenne et conformes aux prescriptions et conditions énoncées dans le présent arrêté.

**Art. 20.** Le Ministre peut déléguer les tâches reprises dans le présent arrêté comme devant être accomplies sous l'autorité et le contrôle du Service. Cette délégation peut être donnée à toute personne morale, de droit public ou privé, qui en vertu de ses statuts officiellement agréés, est chargée exclusivement de tâches d'intérêt public spécifiques, à condition que cette personne morale et ses membres ne tirent aucun profit personnel du résultat des mesures qu'ils prennent. En cas de délégation du contrôle, un règlement de contrôle doit avoir été approuvé par le Service.

**Art. 21.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de la dite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministre de la Région wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 22.** L'arrêté royal du 15 mai 1995 concernant la commercialisation des plantes fruitières destinées à la production de fruits, des plantes ornementales, des plants de légumes, et des matériels de multiplication de ces plantes à l'exception des semences de légumes, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1999 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005, est abrogé.

**Art. 23.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juillet 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ANNEXE

Liste des genres et espèces auxquels s'applique le présent arrêté :

<i>Allium cepa</i> L. groupe <i>cepa</i>	Oignon, échalion
<i>Allium cepa</i> L. groupe <i>aggregatum</i>	Echalote
<i>Allium fistulosum</i> L.	Ciboule
<i>Allium porrum</i> L.	Poireau
<i>Allium sativum</i> L.	Ail
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	Ciboulette
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Cerfeuil
<i>Apium graveolens</i> L.	Céleri, Céleri-rave
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Asperge
<i>Beta vulgaris</i> L.	Betterave rouge, y compris Cheltenham beet, Poirée
<i>Brassica oleracea</i> L.	Chou frisé, chou-fleur, brocoli, chou de Bruxelles, chou de Milan, chou cabus, chou rouge, chou-rave
<i>Brassica rapa</i> L.	Chou de Chine, navet
<i>Capsicum annuum</i> L.	Piment ou poivron
<i>Cichorium endivia</i> L.	Chicorée frisée, scarole
<i>Cichorium intybus</i> L.	Chicorée witloof, chicorée à larges feuilles ou chicorée italienne, chicorée industrielle
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai	Pastèque
<i>Cucumis melo</i> L.	Melon
<i>Cucumis sativus</i> L.	Concombre, cornichon
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Potiron
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Courgette
<i>Cynara cardunculus</i> L.	Artichaut, cardon
<i>Daucus carota</i> L.	Carotte, carotte fourragère
<i>Foeniculum vulgare</i> Mill.	Fenouil
<i>Lactuca sativa</i> L.	Laitue
<i>Lycopersicon esculentum</i> Mill.	Tomate
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A.W. Hill	Persil
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Haricot d'Espagne
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	Haricot nain, haricot à rames
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	Pois ridé, pois rond, mange-tout
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radis, Radis noir
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rhubarbe
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Scorsonère
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Epinard
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Mâche
<i>Vicia faba</i> L. (partim)	Fève
<i>Zea mays</i> L. (partim)	Maïs doux, maïs à éclater

Vu pour être annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 relatif à la production et à la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences.  
Namur, le 5 juillet 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3448

[2007/202501]

#### 5. JULI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erzeugung und das Inverkehrbringen von Gemüsepflanzgut und Gemüsevermehrungsmaterial mit Ausnahme von Saatgut

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 1995 über das Inverkehrbringen von Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung, von Zierpflanzen, von Gemüsesetzlingen und von Vermehrungsmaterialien dieser Pflanzen, mit Ausnahme der Gemüsesaatgüter, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 1999 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2005;

Aufgrund der Richtlinie 92/33/EWG des Rates vom 28. April 1992 über das Inverkehrbringen von Gemüsepflanzgut und Gemüsevermehrungsmaterial mit Ausnahme von Saatgut, insbesondere abgeändert durch die Richtlinie 2006/124/EG der Kommission vom 5. Dezember 2006;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 7. Juni 2007;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Richtlinie 2006/124/EG der Kommission vom 5. Dezember 2006 zur Änderung der Richtlinie 92/33/EWG des Rates über das Inverkehrbringen von Gemüsepflanzgut und Gemüsevermehrungsmaterial mit Ausnahme von Saatgut und der Richtlinie 2002/55/EG des Rates über den Verkehr mit Gemüsesaatgut, deren Frist für die Umsetzung auf den 30. Juni 2007 festgelegt ist, umzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass dient Umsetzung des Teils der Richtlinie 2006/124/EG der Kommission vom 5. Dezember 2006 zur Änderung der Richtlinie 92/33/EWG des Rates über das Inverkehrbringen von Gemüsepflanzgut und Gemüsevermehrungsmaterial mit Ausnahme von Saatgut und der Richtlinie 2002/55/EG des Rates über den Verkehr mit Gemüsesaatgut.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Vermehrungsmaterial: Pflanzenteile und jegliches Pflanzenmaterial einschließlich der Unterlagen zur Vermehrung und Erzeugung von Gemüse;

2° Pflanzgut: Pflanzenteile und ganze Pflanzen - bei veredelten Pflanzen einschließlich der veredelten Komponenten -, die zur Gemüseerzeugung gepflanzt werden sollen;

3° Versorger: natürliche oder juristische Person, die im Bereich des Vermehrungsmaterials oder Gemüsepflanzguts berufsmäßig zumindest eine der folgenden Tätigkeiten ausführt: Reproduktion, Erzeugung, Erhaltung, Behandlung und Inverkehrbringen;

4° Inverkehrbringen: Bereithaltung oder Lagerhaltung, Ausstellung oder Angebot zum Verkauf, Verkauf und/oder Lieferung von Vermehrungsmaterial oder Gemüsepflanzgut in irgendeiner Form an eine andere Person;

5° Partie: eine bestimmte Stückzahl ein und derselben Ware, die in Bezug auf Zusammensetzung und Ursprung homogen ist;

6° Labor: öffentliche oder private Einrichtung zur Analyse und zuverlässigen Diagnose, die dem Erzeuger die Qualitätsüberwachung der Erzeugung ermöglicht;

7° Drittland: Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

8° Gemeinsamer Katalog: der gemeinsame Sortenkatalog für Gemüsearten aufgrund Artikel 16 und 17 der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut;

9° Nationale Kataloge: die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

10° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

11° amtliche Inspektion: die durch die Dienststelle durchgeführte Inspektion;

12° amtliche Maßnahmen: die durch die Dienststelle getroffenen Maßnahmen.

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass gilt für die Erzeugung zwecks Inverkehrbringens und für das Inverkehrbringen innerhalb der Europäischen Union von Gemüsepflanzgut und Gemüsevermehrungsmaterial mit Ausnahme von Saatgut. Der vorliegende Erlass gilt für die in der Anlage aufgeführten Gattungen und Arten sowie deren Hybriden. Er gilt auch für Unterlagen und andere Pflanzenteile von anderen Gattungen oder Arten oder deren Hybriden, wenn sie Edelreiser der in der Anlage aufgeführten Gattungen oder Arten oder von deren Hybriden tragen oder tragen sollen. Der hierunter "der Minister" genannte Minister der Landwirtschaft ist befugt die Liste der in der Anlage aufgeführten Gattungen und Arten gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen abzuändern.

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass gilt nicht für Pflanzgut und Vermehrungsmaterial, das nachweislich dazu bestimmt ist, in Drittländer ausgeführt zu werden, und eindeutig als solches gekennzeichnet und hinreichend abgesondert ist. Die Durchführungsmaßnahmen, insbesondere über die Kennzeichnung und Absonderung, werden vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen beschlossen.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. Mai 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

#### KAPITEL II — *Das Inverkehrbringen*

**Art. 6** - § 1 - Das Vermehrungsmaterial und das Gemüsepflanzgut, das den in der Anlage aufgeführten Gattungen und Sorten angehört und das ebenfalls durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut von Wurzelichorie behandelt wird, wird nur dann in der Gemeinschaft in den Verkehr gebracht, wenn es einer Sorte angehört, die im gemeinsamen Katalog oder in den nationalen Katalogen angeführt ist.

§ 2 - Das Vermehrungsmaterial und das Gemüsepflanzgut, das den in der Anlage aufgeführten Gattungen oder Sorten angehört und das durch den vorerwähnten Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 nicht behandelt wird, wird nur dann in der Europäischen Union in den Verkehr gebracht, wenn es einer in mindestens einem Mitgliedstaat amtlich zugelassenen Sorte angehört.

Was die Bedingungen, Verfahren und Formalitäten bezüglich der Zulassung betrifft, ist der Königliche Erlass vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten anwendbar. Die Ergebnisse von nicht amtlichen Überprüfungen und die im Laufe der Kultur gesammelten praktischen Auskünfte können in allen Fällen in Betracht genommen werden. Die amtlich zugelassenen Sorten werden in den gemeinsamen Katalog eingetragen.

**Art. 7** - Für jede in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführte Gattung oder Art stellt der Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen eine Tabelle auf, die einen Hinweis auf die durch den vorerwähnten Königlichen Erlass vom 10. August 2005 festgelegten pflanzengesundheitlichen Anforderungen und Bedingungen enthält und folgendes angibt:

1° die Bedingungen, denen das Gemüsepflanzgut insbesondere hinsichtlich der Qualität und der Reinheit der Ernten und ggf. der Sorteneigenschaften entsprechen muss;

2° die Bedingungen, denen das Vermehrungsmaterial insbesondere im Zusammenhang mit dem angewandten Vermehrungssystem, der Reinheit der Aufwüchse und ggf. den Sorteneigenschaften entsprechen muss.

**Art. 8** - § 1 - Die Versorger ergreifen alle notwendigen Maßnahmen, so dass den Spezifikationen dieses Erlasses auf allen Ebenen der Erzeugung und des Inverkehrbringens von Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut entsprochen wird.

§ 2 - Zum Zwecke von § 1 führt der Versorger, und zwar entweder selbst oder durch einen zugelassenen Versorger, Überprüfungen durch, die von folgenden Grundsätzen ausgehen:

1° Ermittlung kritischer Punkte im Erzeugungsprozess auf der Grundlage der verwendeten Erzeugungsverfahren;

2° Ein- und Durchführung von Methoden zur Überwachung und Überprüfung kritischer Punkte im Sinne von § 1°;

3° Probenahme zwecks Analyse in einem durch die Dienststelle zugelassenen Labor zur Überprüfung der Übereinstimmung mit den Vorschriften dieses Erlasses;

4° die Ergebnisse gemäß Punkten 1°, 2° und 3° werden in Unterlagen schriftlich oder in anderer Form dauerhaft festgehalten, und es wird über die Erzeugung und das Inverkehrbringen von Pflanzgut und Vermehrungsmaterial Buch geführt. Dieses Buch steht der Dienststelle zur Verfügung. Diese Unterlagen und Bücher werden über einen Zeitraum von mindestens einem Jahr aufbewahrt.

Versorger, deren Tätigkeit in diesem Zusammenhang sich auf den reinen Vertrieb von Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut beschränkt, das nicht im eigenen Betrieb erzeugt und verpackt wurde, brauchen indessen nur den Kauf und den Verkauf und/oder die Lieferung solcher Erzeugnisse schriftlich oder in anderer Form dauerhaft in Unterlagen festzuhalten.

Die Bestimmungen dieses Absatzes gelten nicht für Versorger, deren Tätigkeit in diesem Bereich sich auf die Lieferung kleiner Mengen Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut an nicht gewerbliche Endverbraucher beschränkt.

§ 3 - Ergeben eigene Prüfungen oder dem Versorger nach § 1 zur Verfügung stehende Informationen, dass, in größerer Menge als normalerweise zur Erfüllung der Normen angenommen wird, Schadorganismen, die in den Tabellen nach Artikel 7 genannt sind, aufgetreten sind, so trifft der Versorger die Maßnahmen, die erforderlich sind, um die Gefahr einer Ausbreitung der betreffenden Schadorganismen zu verringern. Der Versorger führt Buch über jegliches Auftreten von Schadorganismen in seinem Betrieb und über alle im Zusammenhang damit getroffenen Maßnahmen. Dieses Buch steht der Dienststelle zur Verfügung und wird über einen Zeitraum von mindestens einem Jahr aufbewahrt.

§ 4 - Die Durchführungsbestimmungen zu § 2, Absatz 2 werden notfalls vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt.

**Art. 9** - Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut darf nur von zugelassenen Versorgern und nur dann in den Verkehr gebracht werden, wenn es den Anforderungen entspricht, die in der Tabelle nach Artikel 7 festgelegt sind. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf:

1° das Vermehrungsmaterial und das Gemüsepflanzgut, das für Tests oder wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtzwecke nach den Durchführungsbestimmungen, die wenn nötig vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt werden, bestimmt werden;

2° die Maßnahmen zur Erhaltung der Artenvielfalt, insofern die Durchführungsbestimmungen in diesem Bereich durch die Europäische Union festgelegt worden sind.

**Art. 10** - Bei Anzucht, Aufzucht, Ernte oder Entnahme vom Elternmaterial sind Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut teilweise getrennt zu halten. Wird Vermehrungsmaterial oder Gemüsepflanzgut unterschiedlichen Ursprungs bei Verpackung, Lagerung, Beförderung oder Lieferung zusammengebracht oder vermischt, so führt der Versorger ein Buch über die Zusammensetzung der Sendung und den Ursprung der einzelnen Bestandteile. Die Einhaltung dieser Vorschriften ist Gegenstand von stichprobenweisen amtlichen Inspektionen.

**Art. 11** - § 1 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 10 darf Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut nur in ausreichend homogenen Partien und nur dann in den Verkehr gebracht werden, wenn es den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entspricht. Es wird von einem Dokument begleitet, das der Versorger gemäß den Bedingungen der Tabelle nach Artikel 7 erstellt. Enthält dieses Dokument eine amtliche Feststellung, so ist diese deutlich von dem restlichen Inhalt des Dokuments zu trennen.

Vorschriften über die Etikettierung, Kennzeichnung oder Verpackung von Vermehrungsmaterial oder Gemüsepflanzgut werden ggf. in der Tabelle nach Artikel 7 angegeben.

§ 2 - Bei Einzelhandelslieferung von Vermehrungsmaterial oder Gemüsepflanzgut an einen nicht gewerblichen Endverbraucher können Etikettierungsvorschriften auf die angemessene Produktinformation beschränkt werden.

**Art. 12** - Kleinerzeuger, bei denen Erzeugung und Verkauf von Vermehrungsmaterial und von Gemüsepflanzgut in vollem Umfang für den nicht berufsmäßig in der Pflanzenproduktion tätigen Endverbraucher auf dem örtlichen Markt bestimmt sind, können von den in Artikel 11 vorgeschriebenen Verpflichtungen befreit werden.

### KAPITEL III — Die Kontrolle

**Art. 13** - Ein Versorger wird von der Dienststelle zugelassen, wenn festgestellt wurde, dass seine Erzeugungsverfahren und sein Betrieb den Anforderungen dieses Erlasses hinsichtlich der Art der von ihm durchgeführten Tätigkeiten entspricht. Die Dienststelle erteilt einem Labor eine Zulassung, wenn nachgeprüft wurde, dass das Labor, die Verfahren, die Einrichtungen und das Personal den Anforderungen dieses Erlasses entsprechen. Diese Anforderungen werden vom Minister unter Berücksichtigung der durch das Labor durchgeführten Testtätigkeiten und gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt. Die Zulassung ist zu erneuern, wenn ein Versorger beschließt, andere als diejenigen Tätigkeiten durchzuführen, für die er zugelassen wurde.

Die Überwachung und Überprüfung von Versorgern, Einrichtungen und Laboratorien erfolgt regelmäßig durch die oder unter der Verantwortung der Dienststelle. Diese Dienststelle muss jederzeit freien Zutritt zu allen Teilen der Einrichtungen haben, um die Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sicherzustellen. Die Durchführungsbestimmungen für die Überwachung und Überprüfung werden wenn nötig vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt. Die Dienststelle ergreift die notwendigen Maßnahmen, sobald den Anforderungen nicht mehr entsprochen wird, und kann ggf. die Zulassung ganz oder teilweise zeitweilig entziehen. Zu diesem Zweck berücksichtigt sie insbesondere die Ergebnisse etwaiger durch die Sachverständigen der Europäischen Union durchgeführten Überprüfungen.

**Art. 14** - Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut werden bei ihrer Erzeugung und bei ihrem Inverkehrbringen amtlich und stichprobenweise geprüft, um festzustellen, dass die im vorliegenden Erlass aufgeführten Vorschriften und Bedingungen eingehalten worden sind. Die Durchführungsbestimmungen für die amtliche Inspektion einschließlich der Probenahmeverfahren werden notfalls vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt. Kleinerzeuger, bei denen Erzeugung und Verkauf von Vermehrungsmaterial und von Gemüsepflanzgut in vollem Umfang für den nicht berufsmäßig in der Pflanzenproduktion tätigen Endverbraucher auf dem örtlichen Markt bestimmt sind, können von der Anwendung der in Artikel 8 vorgesehenen Kontrollen und von der in diesem Artikel und in Artikel 10 vorgesehenen amtlichen Inspektion befreit werden.

**Art. 15** - Die Dienststelle führt Prüfungen oder Tests an Proben durch, damit festgestellt werden kann, ob Gemüsepflanzgut und Vermehrungsmaterial die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

**Art. 16** - Erweist sich bei der Überwachung und der Überprüfung nach Artikel 13, bei der amtlichen Prüfung nach Artikel 14 oder den Prüfungen oder Analysen nach Artikel 15, dass in den Verkehr gebrachtes Vermehrungsmaterial bzw. in den Verkehr gebrachtes Gemüsepflanzgut den Anforderungen des vorliegenden Erlasses nicht entspricht, so ergreift die Dienststelle alle geeigneten Maßnahmen, um sicherzustellen, dass es mit diesen Anforderungen in Einklang gebracht wird oder, falls dies nicht möglich ist, um das Inverkehrbringen dieser Erzeugnisse innerhalb der Europäischen Union zu verbieten.

Erweist sich, dass Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut, das durch einen gegebenen Versorger in den Verkehr gebracht wird, die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses nicht erfüllt, so stellt die Dienststelle sicher, dass gegen diesen Versorger in angemessener Weise vorgegangen wird. Wird dem Versorger verboten, diese Erzeugnisse in den Verkehr zu bringen, so unterrichtet die Dienststelle die Kommission und die auf nationaler Ebene zuständigen Einrichtungen der Mitgliedstaaten. Diese Maßnahmen werden aufgehoben, sobald mit hinreichender Sicherheit feststeht, dass die vorerwähnten Erzeugnisse künftig die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

Erweist sich bei einer amtlichen Inspektion, dass Vermehrungsmaterial und Pflanzen nicht in den Verkehr gebracht werden darf, weil es Pflanzenschutzvorschriften nicht erfüllt, so ergreift die Dienststelle die geeigneten Maßnahmen zur Ausschaltung jeglichen Pflanzenschutzrisikos.

**Art. 17** - Für den Fall vorübergehender Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut, das den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entspricht, kann der Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen Vorschriften weniger strenge Qualitätsanforderungen für das Inverkehrbringen dieser Erzeugnisse erlassen.

**Art. 18** - Das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und von Gemüsepflanzgut, dessen Sorte in den gemeinsamen Katalog oder in die nationalen Kataloge ist, unterliegt keinen Beschränkungen hinsichtlich der Sorte mit Ausnahme derjenigen, die im vorliegenden Erlass vorgesehen sind. Das Inverkehrbringen der in der Anlage zum vorliegenden Erlass angeführten Erzeugnisse unterliegt keinen strengeren Anforderungen oder Beschränkungen als denjenigen die in den Tabellen nach Artikel 7 angeführt sind.

**Art. 19** - Solange die Europäische Union diesbezüglich keinen Beschluss getroffen hat, beschließt der Minister, ob das in einem Drittland erzeugte Vermehrungsmaterial und Gemüsepflanzgut, das hinsichtlich der Versorgerauflagen, der Echtheit, der Merkmale, des Pflanzenschutzes, des Nährsubstrats, der Verpackung, der Prüfungsregelung, der Kennzeichnung und der Plombierung die gleiche Gewähr bietet, in all diesen Punkten gleichwertig ist mit den Erzeugnissen aus der Europäischen Union, die die Vorschriften und Bedingungen dieses Erlasses erfüllen.

**Art. 20** - Der Minister kann die im vorliegenden Erlass erwähnten Aufgaben, die unter der Aufsicht und Kontrolle der Dienststelle zu erfüllen sind, übertragen. Diese Aufgaben können juristischen Personen des öffentlichen Rechts oder des Privatrechts, die im Rahmen ihrer behördlich genehmigten Satzung ausschließlich für spezifische öffentliche Aufgaben zuständig sind, übertragen werden, sofern diese juristische Person und ihre Mitglieder am Ergebnis der von ihnen getroffenen Maßnahmen kein persönliches Interesse haben. Im Fall einer Übertragung der Kontrolle muss eine Regelung der Kontrolle von der Dienststelle genehmigt werden.

**Art. 21** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

#### KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

**Art. 22** - Der Königliche Erlass vom 15. Mai 1995 über das Inverkehrbringen von Pflanzen von Obstbäumen zur Fruchterzeugung, von Zierpflanzen, von Gemüsesetzlingen und von Vermehrungsmaterialien dieser Pflanzen, mit Ausnahme der Gemüsesaatgüter, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 1999 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2005, wird aufgehoben.

**Art. 23** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 5. Juli 2007

Der Ministerpräsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

#### ANLAGE

Liste der Gattungen und Arten, auf die der vorliegende Erlass Anwendung findet:

<i>Allium cepa</i> L. (Cepa-Gruppe)	Zwiebel, Echalion
<i>Allium cepa</i> L. (Aggregatum-Gruppe)	Schalotte
<i>Allium fistulosum</i> L.	Winterheckenzwiebel
<i>Allium porrum</i> L.	Porree
<i>Allium sativum</i> L.	Knoblauch
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	Schnittlauch
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Kerbel
<i>Apium graveolens</i> L.	Sellerie, Knollensellerie
<i>Sparagus officinalis</i> L.	Spargel
<i>Beta vulgaris</i> L.	Rote Rübe einschl. der Sorte 'Cheltenham beet', Porree
<i>Brassica oleracea</i> L.	Grünkohl oder Krauskohl, Blumenkohl oder Karfiol, Brokkoli, Rosenkohl oder Sprossenkohl, Wirsing oder Wirsingkohl, Weißkohl oder Weißkraut, Rotkohl oder Rotkraut, Kohlrabi
<i>Brassica rapa</i> L.	Chinakohl, Herbstrübe oder Mairübe oder Stoppelrübe
<i>Capsicum annuum</i> L.	Chili oder Paprika oder Pfefferoni
<i>Cichorium endivia</i> L.	Endivie, Krausblättrige Endivie und ganzblättrige Endivie
<i>Cichorium intybus</i> L.	Chicorée oder Zichorie, Blattzichorie oder Gemüse-zichorie, Wurzelzichorie oder Industriezichorie
<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb.) Matsum. et Nakai	Wassermelone
<i>Cucumis melo</i> L.	Melone
<i>Cucumis sativus</i> L.	Gurke, Salatgurke, Einleggurke
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Riesenkürbis
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Gartenkürbis oder Zucchini



<i>Cynara cardunculus</i> L.	Artischocke Cardy oder Kardonenartischocke
<i>Daucus carota</i> L.	Karotte oder Möhre, Futtermöhre
<i>Foeniculum vulgare</i> Mill.	Fenchel
<i>Lactuca sativa</i> L.	Salat (Kopfsalat, Schnittsalat, Kochsalat)
<i>Lycopersicon esculentum</i> Mill.	Tomate
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A.W. Hill Hill	Petersilie
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Prunkbohne oder Feuerbohne
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	Gartenbohne, Buschbohne oder Stangenbohne
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	Erbse, Markerbse, Schalerbse, Zuckererbse
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radieschen, Rettich
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rhabarber
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Schwarzwurzel
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine oder Eierfrucht
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Spinat
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Feldsalat, Rapunzel
<i>Vicia faba</i> L. (partim)	Dicke Bohne oder Puffbohne
<i>Zea mays</i> L. (partim)	Süßmais, Puffmais

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 über die Erzeugung und das Inverkehrbringen von Gemüseplantzucht en Gemüsevermehrungsmaterial mit Ausnahme van Saatgut beigefügt zu werden.

Namur, den 5. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3448

[2007/202501]

**5 JULI 2007. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de productie en het in de handel brengen van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen, met uitzondering van zaad**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 1995 betreffende het in de handel brengen van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt, van siergewassen, van groentegewassen en van teeltmateriaal van deze gewassen, met uitzondering van groentezaad, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1999 en bij het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2005;

Gelet op Richtlijn 92/33/CEE van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 april 1992 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen, met uitzondering van zaad, meer bepaald gewijzigd bij Richtlijn 2006/124/EG van de Commissie van 5 december 2006;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid van 7 juni 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat Richtlijn 2006/124/EG van de Commissie van 5 december 2006 tot wijziging van Richtlijn 92/33/EEG van de Raad betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen, met uitzondering van zaad, alsook Richtlijn 2002/55/EG van de Raad betreffende het in de handel brengen van groentezaad, waarvan de omzettingstermijn op 30 juni 2007 is vastgelegd, onverwijld omgezet dienen te worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit besluit zet gedeeltelijk Richtlijn 2006/124/EG van de Commissie van 5 december 2006 tot wijziging van Richtlijn 92/33/EEG van de Raad betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen, met uitzondering van zaad, om, alsook Richtlijn 2002/55/EG van de Raad betreffende het in de handel brengen van groentezaad.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° teeltmateriaal : plantendelen en alle plantmateriaal, inclusief onderstammen, bestemd voor de vermeerdering en de productie van groentegewassen;

2° plantgoed : volledige planten en plantendelen, waaronder voor geënte planten de enten inbegrepen die bestemd zijn om te worden uitgeplant voor de productie van groenten;

3° leverancier : elke natuurlijke of rechtspersoon die beroepshalve minstens een van de volgende activiteiten verricht met betrekking tot teeltmateriaal of volledige planten : vermeerderen, produceren, beschermen, behandelen en in de handel brengen;

4° in de handel brengen : het ter beschikking of in voorraad houden, tentoonstellen of te koop aanbieden, verkopen en/of leveren aan een andere persoon, in gelijk welke vorm, van teeltmateriaal of volledige planten;

5° partij : een aantal eenheden van een product, identificeerbaar door zijn homogene samenstelling en oorsprong;

6° laboratorium : een publiek- of privaatrechtelijke dienst die analyses uitvoert en adequate diagnoses stelt aan de hand waarvan de leverancier de kwaliteit van de productie kan controleren;

7° derde land : land dat geen lid is van de Europese Unie;

8° gemeenschappelijke rassenlijst : de lijst van alle rassen van het groentesoort, bepaald op grond van artikelen 16 en 17 van Richtlijn nr. 2002/55/EG van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad;

9° nationale rassencatalogi : de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen, vastgesteld ter uitvoering van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

10° Dienst : de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

11° officiële inspectie : de inspectie door de Dienst uitgevoerd;

12° officiële maatregelen : de door de Dienst getroffen maatregelen.

**Art. 3.** Dit besluit heeft betrekking op de productie met het oog op het in de handel brengen en het in de handel brengen binnen de Europese Unie van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen, met uitzondering van zaad. Dit besluit is van toepassing op de geslachten en de soorten vermeld in de bijlage, en op de hybriden daarvan. Dit besluit is tevens van toepassing op de onderstammen en andere plantendelen van andere geslachten of soorten of van hybriden daarvan, wanneer materiaal van de in bijlage vermelde geslachten of soorten of hun hybriden daarop wordt of moet worden geënt. De Minister van Landbouw, hierna de Minister genoemd, kan wijzigingen aanbrengen in de lijst van de in bijlage vermelde geslachten en soorten, overeenkomstig de door de Europese Unie genomen beslissingen.

**Art. 4.** Dit besluit is niet van toepassing niet op teeltmateriaal of plantgoed waarvan is aangetoond dat ze bestemd zijn voor uitvoer naar derde landen, behalve indien ze nauwkeurig als dusdanig geïdentificeerd en voldoende geïsoleerd zijn. De uitvoeringsmaatregelen, inzonderheid die betreffende identificatie en afzondering, worden door de Minister vastgesteld, overeenkomstig de door de Europese Unie goedgekeurde maatregelen.

**Art. 5.** Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

#### HOOFDSTUK II. — *De handel*

**Art. 6.** § 1. Het teeltmateriaal en het plantgoed van groentegewassen die deel uitmaken van de geslachten en soorten, vermeld in de bijlage, en die tevens vallen onder het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie worden enkel in de Gemeenschap in de handel gebracht als ze deel uitmaken van een variëteit opgenomen in de gemeenschappelijke rassenlijst of de nationale rassencatalogi.

§ 2. Het teeltmateriaal en het plantgoed van groentegewassen die deel uitmaken van de geslachten en soorten, vermeld in de bijlage, en die niet vallen onder voorvermeld besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 worden enkel in de Gemeenschap in de handel gebracht als ze deel uitmaken van een variëteit die officieel toegelaten is in minstens één Lid-Staat.

Wat betreft de voorwaarden, de procedures of de formaliteiten voor de toelating is het koninklijk besluit van 8 mei 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen van toepassing. Resultaten van onofficiële onderzoeken en praktische informatie die bij het kweken is verkregen, kunnen in alle gevallen in aanmerking worden genomen. De officieel toegelaten variëteiten worden in de gemeenschappelijke rassenlijst opgenomen.

**Art. 7.** Voor elk geslacht en elke soort bedoeld in de bijlage bij dit besluit stelt de Minister in overeenstemming met de door de Europese Unie goedgekeurde maatregelen een schema op met een verwijzing naar de fytosanitaire eisen bepaald bij voormeld koninklijk besluit van 10 augustus 2005 waarop vermeld staan :

1° de voorwaarden waaraan het plantgoed van groentegewassen moet voldoen, inzonderheid de voorwaarden inzake de kwaliteit en de zuiverheid van het geoogste gewas en, indien van toepassing, de raskenmerken;

2° de voorwaarden waaraan het teeltmateriaal moet voldoen, inzonderheid met betrekking tot het toegepaste vermeerderingsprocédé, de zuiverheid van het staand gewas en, indien van toepassing, de raskenmerken.

**Art. 8.** § 1. De leveranciers treffen alle noodzakelijke maatregelen om ervoor te zorgen dat in alle fasen van de productie en het in de handel brengen van teeltmateriaal en fruitgewassen aan de bij dit besluit vastgestelde normen wordt voldaan.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 van dit artikel moeten de leveranciers controles op de volgende grondslagen uitvoeren of laten uitvoeren door een erkende leverancier :

1° identificatie van de kritische punten in hun productieproces op basis van de toegepaste productiemethoden;

2° uitwerking en toepassing van methoden voor toezicht op en controle van de in punt 1° bedoelde kritische punten;

3° nemen van monsters voor analyse in een door de Dienst erkend laboratorium om te controleren of aan de normen van dit besluit is voldaan;

4° registratie, hetzij schriftelijk, hetzij op een andere op bestendiging gerichte wijze, van de in punten 1°, 2° en 3° bedoelde gegevens alsmede bijhouden van een register betreffende de productie en het in de handel brengen van teeltmateriaal en fruitgewassen. Dat register staat ter beschikking van de Dienst. Die stukken en registers moeten gedurende minstens één jaar bewaard blijven.

Leveranciers die hun activiteiten in dit verband beperken tot enkel distributie van niet op hun eigen bedrijf geproduceerd en verpakt teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen hoeven evenwel alleen een register of onuitwisbaar bewijs bij te houden van de aan- en verkoop en/of levering van dergelijke producten.

Dit lid is niet van toepassing op leveranciers die hun activiteiten in dit verband beperken tot het leveren van kleine hoeveelheden teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen aan niet-professionele eindverbruikers.

§ 3. Indien uit de resultaten van hun eigen controles of uit de informatie waarover de in § 1 van dit artikel bedoelde leveranciers beschikken, blijkt dat het aantal van de organismen gespecificeerd op de overeenkomstig artikel 7 opgestelde schema's hoger ligt dan normaliter met de normen verenigbaar is, dienen die leveranciers de nodige maatregelen te treffen om het risico van verspreiding van de schadelijke organismen in kwestie te verminderen. De leveranciers houden een register bij van alle gevallen waarin schadelijke organismen op hun bedrijf zijn voorgekomen en van alle maatregelen die in verband daarmee zijn genomen. Dat register staat ter beschikking van de Dienst en wordt bewaard gedurende minstens één jaar.

§ 4. De uitvoeringsbepalingen van § 2, tweede lid, worden indien nodig vastgesteld door de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie goedgekeurde maatregelen.

**Art. 9.** Het teeltmateriaal en het plantgoed van groentegewassen mogen alleen door erkende leveranciers in de handel worden gebracht mits zij daarenboven voldoen aan de eisen die in het in artikel 7 bedoelde schema staan vermeld. Die bepaling is niet van toepassing op :

1° vermeerderingsmateriaal en plantgoed van groentegewassen die voor proeven, wetenschappelijke doeleinden of selectie zijn bestemd volgens de uitvoeringsbepalingen die zo nodig vastgesteld worden door de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen;

2° de maatregelen tot instandhouding van de genetische diversiteit voor zover de uitvoeringsbepalingen in dat gebied door de Europese Unie zijn vastgelegd.

**Art. 10.** Tijdens de groei, het rooien of het wegnemen van enten bij het uitgangsmateriaal worden teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen in afzonderlijke partijen gehouden. Wanneer teeltmateriaal of plantgoed van groentegewassen van verschillende oorsprong bij verpakking, opslag, vervoer of levering worden samengevoegd of gemengd, houdt de leverancier een register bij met de samenstelling van de partij en oorsprong van de samenstellende delen. De naleving van die voorschriften worden steekproefgewijs officieel geïnspecteerd.

**Art. 11.** § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 10 worden vermeerderingsmateriaal en plantgoed van groentegewassen enkel in voldoende homogene partijen en als ze voldoen aan de voorschriften van dit besluit, in de handel gebracht. Daarbij wordt een document gevoegd dat door de leverancier is opgemaakt in overeenstemming met de voorwaarden die zijn opgenomen in het in artikel 7 bedoelde schema. Wanneer op dit document een officiële verklaring voorkomt, moet deze duidelijk van de rest van de inhoud van het document gescheiden zijn,

Voorschriften in verband met etikettering, waarmede en verpakking van teeltmateriaal of plantgoed van groentegewassen worden in voorkomend geval vermeld op het schema bedoeld in artikel 7.

§ 2. Bij levering van teeltmateriaal of plantgoed van groentegewassen door de kleinhandel aan de eindverbruikers die geen beroepsbeoefenaars zijn, kunnen de etiketteringsvoorschriften worden beperkt tot de noodzakelijke informatie betreffende het product.

**Art. 12.** De kleine producenten waarvan de volledige productie en verkoop van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen bestemd is voor uiteindelijk gebruik door personen op de lokale markt die niet beroepshalve betrokken zijn bij de productie van gewassen, worden vrijgesteld van de verplichtingen opgelegd bij artikel 11.

#### HOOFDSTUK III. — *Controle*

**Art. 13.** De Dienst erkent leveranciers wanneer hij heeft vastgesteld dat hun productiemethoden en bedrijfsvoorzieningen voldoen aan de eisen van dit besluit met betrekking tot de aard van de activiteiten die zij uitoefenen. De Dienst erkent laboratoria wanneer hij heeft vastgesteld dat deze laboratoria, de procédés, de bedrijfsvoorzieningen en het personeel voldoen aan de eisen van dit besluit. Die eisen worden nader bepaald door de Minister met betrekking tot de controleactiviteiten die zij uitoefenen en overeenkomstig de door de Europese Unie goedgekeurde maatregelen. Wanneer een laboratorium besluit andere activiteiten te verrichten dan die waarvoor het is erkend, is een nieuwe erkenning nodig.

Op gezette tijden worden de leveranciers, bedrijven en laboratoria onderworpen aan toezicht en controle door of onder de verantwoordelijkheid van de Dienst. De Dienst dient te allen tijde vrije toegang te hebben tot alle delen van de bedrijven, ten einde zich ervan te vergewissen dat aan de eisen van dit besluit wordt voldaan. De uitvoeringsbepalingen met betrekking tot het toezicht en de controle worden zo nodig vastgesteld door de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen. Wanneer niet meer voldaan wordt aan de eisen, neemt de Dienst de nodige maatregelen en kan de erkenning van laboratoria, eventueel tijdelijk, geheel of gedeeltelijk intrekken. Daartoe houdt hij in het bijzonder rekening met de conclusies van alle controles, eventueel verricht door de deskundigen van de Europese Commissie.

**Art. 14.** Teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen worden tijdens de productie en het in de handel brengen steekproefgewijs officieel geïnspecteerd ten einde na te gaan of de eisen en voorwaarden van dit besluit in acht zijn genomen. De uitvoeringsbepalingen betreffende de officiële inspectie, met inbegrip van de methodes voor monsternemingen, worden indien nodig vastgesteld door de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie goedgekeurde maatregelen. De kleine producenten waarvan de volledige productie en verkoop van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen bestemd is voor uiteindelijk gebruik door personen op de lokale markt die niet beroepshalve betrokken zijn bij de productie van gewassen, worden vrijgesteld van de controles bedoeld in artikel 8 en van de officiële inspectie bepaald in dit artikel en in artikel 10.

**Art. 15.** Proeven of analyses worden door de Dienst uitgevoerd op monsters om na te gaan of het teeltmateriaal en het plantgoed van groentegewassen voldoet aan de eisen en voorwaarden van dit besluit.

**Art. 16.** Wanneer bij het toezicht en de controle bedoeld in artikel 13 de officiële inspectie bedoeld in artikel 14 of de proeven bedoeld in artikel 15 blijkt dat in de handel gebracht teeltmateriaal of plantgoed van groentegewassen niet aan de eisen van dit besluit voldoen, neemt de Dienst passende maatregelen om te bewerkstelligen dat deze producten aan deze bepalingen voldoen of, indien zulks niet mogelijk is, om het in de handel brengen in de Europese Unie van teeltmateriaal of plantgoed van groentegewassen die daar niet aan voldoen te verbieden.

Wanneer blijkt dat teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen die door een bepaalde leverancier in de handel worden gebracht niet aan de eisen en voorwaarden van dit besluit voldoen, draagt de Dienst er zorg voor dat tegen deze leverancier passende maatregelen worden genomen. Wanneer deze leverancier teeltmateriaal of plantgoed van groentegewassen niet in de handel mag brengen, stelt de Dienst de Commissie en de bevoegde nationale instanties in de Lid-Staten in kennis van dit verbod. Die maatregelen worden ingetrokken zodra met voldoende zekerheid is vastgesteld dat het bovengenoemde materiaal in de toekomst voldoet aan de eisen en voorwaarden van dit besluit.

Wanneer bij een officiële inspectie wordt vastgesteld dat teeltmateriaal en gewassen niet in de handel mogen worden gebracht omdat zij niet voldoen aan een fytosanitaire vereiste, neemt de Dienst passende officiële maatregelen om alle fytosanitaire risico's die daaruit kunnen voortvloeien, uit te schakelen.

**Art. 17.** In geval van tijdelijke moeilijkheden bij de levering van teeltmateriaal of plantgoed van groentegewassen die voldoen aan de eisen van dit besluit, kan de Minister overeenkomstig de door de Europese Unie goedgekeurde maatregelen maatregelen treffen die ertoe strekken het in de handel brengen van deze producten aan minder stringente eisen te onderwerpen.

**Art. 18.** Voor het in de handel brengen van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen waarvan het ras is opgenomen in de gemeenschappelijke rassenlijst of in de nationale rassenlijsten gelden ten aanzien van het ras geen andere dan de in dit besluit vastgestelde beperkingen. Het in de handel brengen van producten vermeld in de bijlage bij dit besluit is niet onderworpen aan stringenter eisen of beperkingen dan die vermeld in de schema's bedoeld in artikel 7.

**Art. 19.** Zolang de Europese Unie geen beslissing heeft genomen, beslist de Minister of materiaal dat in een derde land is geproduceerd en dezelfde garanties biedt inzake verplichtingen van de leverancier, identiteit, kenmerken, fytosanitaire aspecten, substraat, verpakking, voorschriften met betrekking tot inspectie, waarmerking en plombering in al deze opzichten gelijkwaardig is aan materiaal dat in de Europese Unie is geproduceerd en aan de eisen en voorschriften van dit besluit voldoet.

**Art. 20.** De Minister kan de de taken vermeld in dit besluiten overdragen als worden ze verricht onder het gezag en de controle van de Dienst. De Minister kan de in dit besluit bedoelde taken opdragen, te vervullen onder het gezag en de controle van de Dienst, aan elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die krachtens zijn officieel erkende statuten uitsluitend belast is met specifieke opdrachten van openbaar nut, op voorwaarde dat die rechtspersoon en zijn leden geen persoonlijk voordeel halen uit het resultaat van de door hen getroffen maatregelen. Wanneer de controle gedelegeerd is, moet het controlereglement de instemming krijgen van de Dienst.

**Art. 21.** De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft in overeenstemming met hetgeen is bepaald in de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 22.** Het koninklijk besluit van 15 mei 1995 betreffende het in de handel brengen van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt, van siergewassen, van groentegewassen en van teeltmateriaal van deze gewassen, met uitzondering van groentezaad, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1999 en bij het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2005 wordt opgeheven.

**Art. 23.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juli 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

#### BIJLAGE

Lijst van geslachten en soorten waarop dit besluit van toepassing is :

<i>Allium cepa</i> L.	Ui, echalion
<i>Allium cepa</i> L.	Sjalot
<i>Allium fistulosum</i> L.	Stengelui
<i>Allium porrum</i> L.	Prei
<i>Allium sativum</i> L.	Knoflook
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	Bieslook
<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.	Kervel
<i>Apium graveolens</i> L.	Selderij, knolselderij
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Asperge
<i>Beta vulgaris</i> L.	Rode biet, inclusief Cheltenham beet

<i>Brassica oleracea</i> L.	Boerenkool, Bloemkool, Broccoli, Spruitkool, Savoie-kool, Wittekool, Rodekool, Koolrabi
<i>Brassica rapa</i> L.	Chinese kool, Meiraap
<i>Capsicum annuum</i> L.	Paprika of Spaanse peper
<i>Cichorium endivia</i> L.	Kruldijvie, Andijvie
<i>Cichorium intybus</i> L.	Witlof, Bladcichorei of Italiaanse cichorei, Chicorei voor de industrie
<i>Citrullus lanatus</i> (Thumb.) Matsum. et Nakai	Watermeloen
<i>Cucumis melo</i> L.	Meloen
<i>Cucumis sativus</i> L.	Komkommer, Augurk
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Pompoen
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Courgette
<i>Cynara cardunculus</i> L.	Artisjok, Kardoen
<i>Daucus carota</i> L.	Wortel, Voederwortel
<i>Foeniculum vulgare</i> Mill.	Knolvenkel
<i>Lactuca sativa</i> L.	Sla
<i>Lycopersicon esculentum</i> Mill.	Tomaat
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A.W. Hill	Peterselie
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Pronkboon
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	Stamboon, Stokboon
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	Kreukzadige doperwt, Rondzadige doperwt en Peul
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radijs, Rammenas
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rabarber
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Schorseneer
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Spinazie
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Veldsla
<i>Vicia faba</i> L. (partim)	Tuinboon
<i>Zea mays</i> L. (partim)	Suikermais, Pofmais

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 betreffende de productie en het in de handel brengen van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen, met uitzondering van zaad.

Namen, 5 juli 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 3449

[2007/202476]

**23 MAI 2007. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01 et 06 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2007**

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,  
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 21 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2007, notamment l'article 36;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mai 2007;

Considérant la nécessité de créer une nouvelle allocation de base 12.07 au programme 06 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2007 intitulée "Gestion du contentieux relatif au statut des agents de la Région",

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits non dissociés à concurrence de 50 milliers d'EUR sont transférés du programme 01 de la division organique 10 au programme 06 de la même division organique.